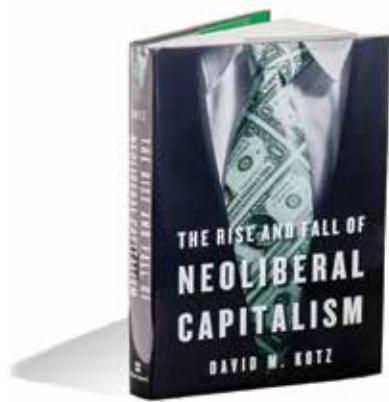


Le paradis perdu?



David Kotz

The Rise and Fall of Neoliberal Capitalism

Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2015, 270 pages, 39,95 dollars (toilé).

La pire des nostalgies est de regretter une époque qui n'a jamais existé. C'est la Bible qui a commencé, en racontant l'Eden. Hollywood a continué, avec ses films sur le Far West. Et l'économiste David Kotz y contribue aussi avec *The Rise and Fall of Neoliberal Capitalism*. Le livre est une histoire économique de l'après-Seconde Guerre mondiale, quand, selon Kotz, le capitalisme était moins dur, plus humain et bien mieux réglementé.

Ce capitalisme que Kotz situe entre la fin de la guerre et le début des années 80 était pétri de contradictions. Kotz affirme que, malgré une fiscalité plus lourde, les gens s'en sortaient mieux et la croissance économique était plus rapide. Les entreprises étaient prospères, alors même que les échanges étaient moins fluides. L'épargne était plus importante, alors même que le prix de nombreux biens n'était pas libre (du fait de règles de «commerce équitable»). Le secteur financier représentait une part nettement moindre du PIB et des bénéfices, alors même que les commissions de Wall Street étaient fixes et, en moyenne, supérieures à celles d'aujourd'hui.

Pour Kotz, les rapports sociaux étaient harmonieux, les syndicats

avaient voix au chapitre (pourtant, sous un parking ou sous un stade, gît la dépouille du dirigeant syndicaliste Jimmy Hoffa, qui peut confirmer à quel point les relations entre les travailleurs et les entreprises étaient harmonieuses). En matière économique, la cordialité et l'harmonie qui régnait dans les années 50, 60 et 70 seraient une des caractéristiques du capitalisme de l'après-guerre.

Dans l'histoire selon Kotz, chaque catégorie était mieux lotie, sauf le groupe des 1 %. Mais Kotz ne dit rien de l'environnement ou de la sécurité au travail avant la création de l'Administration américaine de la sécurité et de la santé au travail (OSHA). Ni des soins de santé ou des grandes découvertes médicales, pharmaceutiques et scientifiques récentes. Il fait aussi l'impasse sur l'innovation. Son livre parle d'économie, et non des rouages commerciaux.

Il ne s'attarde guère non plus sur la finance et, quand il s'y arrête, l'évoque essentiellement en termes négatifs, par exemple quand il traite des crédits immobiliers, en particulier la saga de Countrywide, premier fournisseur de prêts hypothécaires avant la crise immobilière.

L'un des problèmes avec le livre de Kotz est que personne ne sait vraiment si son paradoxe voulant que le capitalisme était plus dynamique quand il était plus encadré est juste ou faux. Il y a beaucoup de bruits dans les chiffres qu'il utilise. Il écrit, par exemple, que le PIB a augmenté d'en moyenne 4 % par an entre 1948 et 1973, avec une croissance ralentie à 3 % entre 1973 et 2008. C'est ce fléchissement qui pousse Kotz à croire que le capitalisme marchait mieux avec des règles plus strictes. Loin de freiner la croissance, comme nombre d'économistes le prétendent, le New Deal et les réglementations instaurées après la Seconde Guerre mondiale l'ont accélérée. Pour Kotz, le capitalisme n'est jamais aussi efficace que lorsqu'il a les mains liées.

Toujours selon l'auteur, la croissance mondiale a suivi à peu près la même trajectoire. Son ralentissement serait la conséquence d'un système capitaliste plus concurrentiel (et plus féroce) et, les prix de marché ayant remplacé les

prix administrés, le jeu plus intense de la concurrence aurait freiné la croissance. Vraiment?

D'autres arguments de Kotz concernant la croissance durant ces périodes me semblent nettement plus convaincants : dans les années 50 et 60, la croissance était vigoureuse, car la reconstruction n'était pas terminée. En outre, le secteur du logement explosait, car le pays devait s'adapter au baby-boom. Nous savons que les ventes de logements influent fortement sur l'économie, car les acheteurs doivent bien les meubler et les équiper.

Les gros investissements (infrastructures, logements, etc.) ont des effets multiplicateurs plus puissants et durables, effets qui ont surtout profité aux jeunes hommes sans qualifications qui hésitaient entre les programmes d'études du GI Bill et d'autres types de formations. Au final, les grands projets d'infrastructure ont créé des emplois et entraîné des pénuries de main-d'œuvre qui ont fait décoller les salaires et l'épargne.

La grande question soulevée par l'ouvrage de Kotz est celle de la comparaison entre le capitalisme d'aujourd'hui et celui de l'immédiat après-guerre. C'est une question intéressante, qui pourrait même aboutir à des paradoxes, mais les arguments de Kotz ne sont pas probants. Il ne parvient pas à démontrer que les économies très réglementées sont plus saines et plus dynamiques et qu'elles répondent mieux aux besoins de la population que les formes de capitalisme plus inspirées du laissez-faire.

J'ai été déçu. Ce livre semble être le genre de projet qui a débuté quand le monde penchait d'un côté et a été achevé quand il penchait de l'autre, sans que l'auteur n'ait tenu compte des changements intervenus. Autrement dit, la période très réglementée, la forte croissance et l'harmonie décrites par Kotz (avec la nostalgie que l'on peut attendre d'un économiste) n'ont jamais vraiment existé.

Joel Kurtzman
Chercheur principal au
Milken Institute et au SEI Center for
Advanced Studies in Management
de la Wharton School